

## Frais d'inscription, injustice sociale et violences policières : pour une mobilisation générale !

Lyon, le 10 décembre 2018.

Après avoir fait passer au printemps dernier la loi ORE malgré la forte opposition des lycéen·nes, des étudiant·es et des personnels universitaires, le gouvernement réitère ses attaques contre le service public universitaire. **Le Premier Ministre a ainsi annoncé une augmentation colossale des frais d'inscription à l'Université pour les étudiant·es étranger·es extracommunautaires** (extérieur·es à l'Union européenne) : +1500 % en licence, +1000 % en master, +900 % en doctorat !

**Nous nous opposons fermement à cette hausse et tenons à exprimer notre solidarité avec les étudiant·es étranger·es visé·es par cette mesure. Elle est, à tous points de vue, une aberration :**

- ▶ aberration politique au vu du principe démocratique d'égal accès à l'Université, alors qu'une grande majorité d'étudiant·es étranger·es aujourd'hui présent·es sur le sol français affirment qu'ils n'auraient pu venir et ne pourront plus rester avec de tels frais d'inscription ;
- ▶ aberration morale de réduire l'éducation à une marchandise alors qu'elle est un droit ;
- ▶ aberration économique de voir les étudiant·es étranger·es comme un coût alors qu'ils rapportent plus d'1,6 milliards d'euros par an à la France (selon la Cour des Comptes) ;
- ▶ aberration scientifique, car 60 % des doctorant·es sont étranger·es et participent à la recherche dans notre pays alors que la majorité du coût de leur formation a été pris en charge par leur pays d'origine ;
- ▶ aberration humaine enfin, car les étudiant·es étranger·es portent une diversité d'origines sociales et géographiques qui participe à l'enrichissement de notre société.

En outre, cette mesure nous concerne tou·tes, car elle poursuit la transformation du service public universitaire en un système sélectif et payant. **La hausse des frais d'inscription pour les étudiants extra-communautaires ouvre ainsi la porte à une augmentation générale des frais d'inscription**, annoncée depuis des années. Celle-ci touchera dans les prochaines années l'ensemble des étudiant·es, mais aussi leurs familles qui devront soutenir le financement de leurs études. Face à la stratégie du gouvernement, qui s'attaque à la frange la plus marginalisée des étudiant·es et tente de jouer la carte de la division pour empêcher tout mouvement de masse, nous ne sommes pas dupes : cette augmentation s'inscrit dans une série de mesures et déclarations qui ciblent elles aussi les populations les plus défavorisées, et nous croyons que les luttes étudiantes doivent s'inscrire dans un contexte de violence sociale généralisée.

Enfin, cette dernière se double d'une répression alarmante des « gilets jaunes », des étudiant·es, et des lycéen·nes. Les nombreuses mutilations causées par les violences ininterrompues et disproportionnées des forces de l'ordre, ainsi que le spectacle révoltant de la répression envers des adolescents (à Mantes-la-Jolie et ailleurs), sont d'une gravité inquiétante : **que dire d'un État qui use de tels moyens pour imposer des mesures xénophobes et inégalitaires ?**

Face à cette situation, nous appelons à une coordination des forces face au gouvernement. **En luttant contre la sélection à l'université par le niveau de richesse, nous nous inscrivons dans la mobilisation actuelle contre l'injustice sociale, et joignons notre voix à l'expression d'une colère légitime.**